

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

— Mariella Collini

L'économie de l'Abitibi-Témiscamingue se trouve à la croisée des chemins pour bon nombre d'indicateurs. Survol de la conjoncture actuelle sous l'angle de la croissance économique, de la dynamique de nos piliers des secteurs primaire et secondaire ainsi que de l'apport du secteur des services.

LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

En Abitibi-Témiscamingue, le produit intérieur brut (PIB)¹ en dollars courants est estimé à 6,9 G\$, en hausse de 1,7 % en 2014. Pour une troisième année consécutive, la croissance du PIB régional est inférieure à celle de l'ensemble du Québec, de 2,3 %. Le secteur des biens génère, en moyenne, 47 % du PIB régional, ce qui est une contribution nettement plus significative qu'à l'échelle québécoise (20 %). C'est ainsi qu'une décélération ou une accélération de la croissance de ce secteur se répercute d'une manière particulière sur le dynamisme économique de la région.

Plus particulièrement, le rythme de croissance du PIB régional semble irréductiblement lié à celui de l'extraction minière. Alors que le PIB régional progressait à un rythme de plus de 10 % annuellement en 2010 et 2011, ce qui est deux fois plus rapide que la croissance du PIB québécois pour ces mêmes années de référence (entre 4 et 5 %), l'extraction minière voyait une croissance de +52 % et de +37 %. Inversement, le ralentissement de la croissance économique depuis 2012 se jumelle aux années de repli de l'extraction minière, de l'ordre de -24 % en 2012 et -0,7 % en 2014.

Coup d'oeil sur l'évolution du PIB régional > Période 2009-2014

Taux de croissance annuel moyen (TCAM) de 4,8 % en Abitibi-Témiscamingue, ce qui est supérieur à celui du Québec, de 3,4 %.

TCAM de l'industrie de biens : 6,6 %

TCAM de l'industrie des services : 3,4 %

LE NIVEAU DE CONFIANCE

■ Chez les particuliers

Entre 2007 et 2012, le revenu disponible par habitant² a crû plus rapidement en Abitibi-Témiscamingue qu'au Québec, ce qui a eu pour effet d'atténuer l'écart de revenu qui subsistait entre la région et la province. Ainsi, en 2014, l'Abitibi-Témiscamingue comptait sur un revenu disponible de 26 451 \$, bien au deçà de la moyenne québécoise de 26 046 \$. Cela dit, plus récemment, le rythme de croissance du revenu disponible dans la région, de +1,9 % en 2013, s'est apparenté à celui du Québec, pour considérablement ralentir en 2014 (+0,2 % ici cc. à 1,5 % au Québec). Ce changement s'expliquerait entre autres par le ralentissement de la croissance de la rémunération chez les salariés.

Après avoir atteint un sommet en 2013 et 2014, avec 74 700 emplois, voilà que le marché du travail clôturait l'année 2015 avec 70 600 personnes occupées, soit un repli de 4 100 emplois³. Les trois quarts des emplois perdus étaient à temps complet. Point encourageant, les neuf premiers mois de 2016 sont plus positifs que ceux en 2015, avec 72 500 emplois (+1 400 emplois; 2 %).

Au chapitre de l'insolvabilité⁴, 791 dossiers ont été déposés par les particuliers en 2015, ce qui correspond à une hausse de 16 % par rapport à 2014 (681). Il s'agit d'une hausse trois fois plus importante que celle enregistrée chez les particuliers québécois (5 %). Si l'on traduit le nombre de dossiers par chaque mille habitants, le taux d'insolvabilité (particuliers et entreprises) dans la région s'est particulièrement détérioré, passant de 4,7 en 2013 à 5,9 en 2014 et à 6,8 en 2015.

Après avoir atteint un sommet en 2012, avec 1 847 propriétés unifamiliales vendues, le marché de l'immobilier⁵ (courtiers immobiliers et particuliers) enregistre depuis une baisse constante du volume de transactions. En 2015, 1 539 ventes de résidences unifamiliales ont été conclues dans les cinq MRC de la région, ce qui représente une diminution de 4,2 % par rapport à 2014. Toutefois, le prix médian s'est maintenu à 163 000 \$. Par rapport à la même période en 2015, le troisième trimestre de 2016 est sous le signe de la croissance, tant pour le nombre de transactions que pour le prix médian des résidences unifamiliales. Il sera intéressant d'observer si les nouvelles modifications hypothécaires (simulation de crise) auront un impact sur le marché immobilier.

■ Chez les entreprises

Le milieu privé a exprimé l'intention d'investir pour consolider leur entreprise ou pour favoriser leur compétitivité. Selon les perspectives 2016, les investissements des entreprises⁶ devraient dépasser 1 G\$ dans la région, signalant un retour à la croissance après un léger repli en 2015. La majorité des investissements se destinent à la construction (74 %), le reste étant pour l'acquisition d'équipements. Ce regain serait attribuable, en grande partie, aux intentions exprimées dans les secteurs de l'extraction minière et de la fabrication. ■

Sources :

1, 2, et 6. Institut de la statistique du Québec (ISQ), **Profil de la région administrative – Abitibi-Témiscamingue [en ligne]**. Consulté en novembre 2016.

3. Statistique Canada, Enquête sur la population active.

4. Bureau du surintendant des faillites, **Rapport sur l'insolvabilité au Canada**, 2016 et versions antérieures.

5. JLR Solutions foncières, Compilation spéciale, août 2016.

LE SECTEUR DE LA PRODUCTION DE BIENS

L'INDUSTRIE AGRICOLE

Au cours des dernières années, malgré des conditions de marché plus favorables (prix à la hausse pour certains produits agricoles, repli du dollar canadien, etc.), le secteur agricole de la région a affiché une certaine vulnérabilité.

En décembre 2015, l'Abitibi-Témiscamingue comptait 581 fermes, où le tiers se concentrent dans la production bovine et un autre quart, dans la production laitière. Il s'agit de quelque 47 fermes en moins qu'en décembre 2011. Le revenu total associé à leur production était de 123 M\$.

Les estimations provisoires de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) indiquent une diminution du revenu net des exploitants agricoles, qui a chuté de 7,5 M\$ en 2010 à 5,7 M\$ à 2013. Les estimations provisoires indiquent, tout au plus, 5,1 M\$ en 2014.

Depuis les dernières années, un fléchissement des immobilisations en agriculture (culture et élevage) est noté, ce qui risque d'avoir un impact sur la compétitivité du secteur agricole régional à long terme. Avec 7,1 M\$ en 2010, les immobilisations diminuent depuis, pour totaliser provisoirement 5,1 M\$ en 2015. Les perspectives 2016 n'indiqueraient pas de revirement de situation, avec des investissements estimés à 5,0 M\$.

En matière d'assurance stabilisation des revenus agricoles (ASRA), 6,3 M\$ ont été versés aux productrices et aux producteurs de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec en 2014-2015. Les montants versés sont constamment à la baisse depuis les dernières années, passant de 23,6 M\$ en 2011-2012 à 13,7 M\$ en 2012-2013 et à 11,6 M\$ en 2013-2014. Les contributions et paiements provenant des programmes « Agri » ont fluctué au fil des années entre 2,2 M\$ et 2,8 M\$.

L'INDUSTRIE FORESTIÈRE

Malgré une embellie de la conjoncture économique pour le secteur forestier (croissance de la demande américaine, amélioration des prix sur le marché, repli du dollar canadien), les avantages concurrentiels sont moindres, en raison notamment de la hausse des coûts d'approvisionnement. Cela dit, la contribution de la filière forestière (foresterie et manufacturier du bois) au PIB régional ne cesse d'augmenter, passant de 2,6 % en 2010 à 4,8 % en 2014.

L'industrie forestière de l'Abitibi-Témiscamingue se compose de 294 entreprises (2016). En raison de fermetures définitives ou temporaires de même que certaines restructurations qui se poursuivent, le secteur de la transformation du bois recense 25 usines en activité en juin 2016, alors qu'elles étaient au nombre de 41, dix ans plus tôt.

Avec près de 7 % de la main-d'œuvre régionale, le volume moyen d'emplois forestiers – exploitation, fabrication du bois et papier – se chiffrait à 4 300 pour 2013-2015, alors qu'il s'établissait à quelque 5 600 emplois pour 2007-2009.

Selon les données disponibles de l'ISQ (2012), le tiers des emplois manufacturiers de la région relevaient de la forêt. La valeur totale des livraisons des produits du bois était d'un peu plus de 500 M\$, ce qui représente 12 % des livraisons de la région. Il s'agit d'une diminution des revenus (-9 %) par rapport à 2007.

Les immobilisations dans les secteurs de l'exploitation forestière et de la fabrication du bois ont fluctué en dents de scie entre 2010 et 2015, pour atteindre un sommet provisoire de 39,4 M\$. Les estimations de 2016 évalueraient les immobilisations à un peu plus de 37 M\$.

L'INDUSTRIE MINIÈRE

L'industrie minière de la région fait face à un certain ralentissement de son activité depuis déjà quelques années en raison de la faiblesse de la demande mondiale, la volatilité dans les prix des métaux ainsi que le resserrement de l'accès au capital, notamment pour les entreprises d'exploration. Malgré la conjoncture, le secteur de l'extraction minière agit toujours comme un catalyseur important de la vitalité économique de la région, contribuant à hauteur de 19 % au PIB régional.

À la suite de la fermeture de quelques mines, l'Abitibi-Témiscamingue est l'hôte de 7 mines en exploitation en date d'octobre 2016 : LaRonde, Canadian Malartic, Lapa, Goldex, Westwood, Beaufor et Elder. Des projets de mise en valeur sont en développement, dont Dumont Nickel, Zeus (Kipawa), Lamaque Sud, Fayolle, Granada et Croinor Gold.

L'emploi minier, qui se répartit dans un peu plus de 400 entreprises, accuse quelque 1 000 emplois en moins depuis 2011. Ainsi, en 2015, la filière minière totalisait 9 900 emplois directs (exploration, extraction et première transformation) et indirects (fabrication, commerce de gros et services professionnels), soit 14 % de la main-d'œuvre régionale.

Sur une période de trois ans, l'Abitibi-Témiscamingue accuse une diminution des investissements miniers, passant de plus d'un milliard en 2012 à 712 M\$ en 2015, ce qui la positionne tout de même au 2^e rang des principales régions minières du Québec.

Finalement, la valeur totale des expéditions minérales a progressé de 24 %, passant de 1,4 G\$ en 2012 pour atteindre un sommet inégalé de 1,8 G\$ en 2015, plaçant la région au 2^e rang.

Coup d'oeil sur l'évolution du secteur agricole



du nombre de fermes



du revenu net des exploitants agricoles



des investissements entre 2010 et 2015

Coup d'oeil sur l'évolution du secteur forestier



de la part de la filière forestière au PIB régional



du nombre d'usines et d'emplois forestiers (consolidation)



relative stabilité des investissements pour 2015 et 2016

Coup d'oeil sur l'évolution du secteur minier



stabilité de la contribution de la filière minière au PIB



du nombre d'emplois miniers et de l'investissement



de la valeur totale des expéditions minérales

L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

L'Abitibi-Témiscamingue enregistre un repli du volume d'activité de l'industrie de la construction assujettie à la Loi R-20. Après avoir surpassé les prévisions pendant plusieurs années grâce aux mégaprojets industriels, aux chantiers découlant du Plan québécois des infrastructures ainsi qu'un marché résidentiel vigoureux, c'est la troisième année consécutive qu'une baisse est notée.

Depuis 2012, on constate un recul du nombre de travailleurs actifs domiciliés ici (-12 %), pour un contingent de quelque 3 250 travailleurs en 2015, de même que du volume d'heures travaillées sur les chantiers de la région (-31 %), pour un total de 2,5 millions en 2015. Quelque 453 employeurs étaient dénombrés en 2015.

Les perspectives sont plus favorables pour 2016 et 2017, où le volume pourrait frôler les 3 millions d'heures. Déjà, le premier trimestre 2016 voit le nombre d'heures travaillées dans la région supérieur à celui de 2015. Des chantiers tels que le centre de détention ou le complexe sportif à Amos, la voie de contournement à Rouyn-Noranda, l'agrandissement du centre de formation professionnelle et du Centre national des mines à Val-d'Or ainsi que la réfection du barrage des Quinze à Angliers devraient soutenir l'activité en 2016 et 2017. L'année 2018 devrait être sous le sceau d'une baisse, à moins que les projets de Royal Nickel à Launay, Ressources Falco ltée à Rouyn-Noranda et Scrimtex Industrie (Centre intégré de valorisation de la fibre) à Val-d'Or se concrétisent.

Au chapitre de la construction domiciliaire, le marché de l'habitation neuve marque des signes d'essoufflement après deux années record (2011 et 2013). Avec 338 nouvelles constructions en 2015, le volume de mises en chantier a reculé de 16 % par rapport à 2014. La perte de vitesse s'est ressentie tant pour les maisons individuelles que pour les logements collectifs. Selon les prévisions, rien n'indique une hausse significative de l'activité domiciliaire pour 2016 et 2017.

Coup d'oeil sur l'évolution du secteur de la construction



de l'activité sur les chantiers de construction dans la région



de la construction résidentielle (unifamiliale et logements)



de l'activité pour 2016 et 2017

L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

En 2014, la part du secteur manufacturier dans l'économie régionale se situait à 7,9 % (551 M\$), ce qui est une contribution pratiquement deux fois plus modeste qu'à l'échelle provinciale (14 %). L'apport du manufacturier à l'économie était de 8,5 % quatre ans plus tôt.

En 2015, le manufacturier employait 5 300 personnes, ce qui représente 8 % de la main-d'œuvre régionale. Là aussi, le poids du manufacturier tend à diminuer, étant aux environs de 10 % en 2012 et 2013. L'emploi se concentre principalement dans la fabrication de produits en bois et des pâtes et papiers.

Après une diminution importante des investissements en 2013 et 2014 pour totaliser provisoirement 63 M\$, le secteur manufacturier prévoit plus de 137 M\$ en investissements en 2015, dont 92 % pour l'acquisition de machines et équipements, élément favorable pour augmenter la capacité de production des usines.

Pour la période 2008-2012, le secteur manufacturier de la région se caractérise par un nombre restreint, mais plutôt stable d'établissements, avec une moyenne de 214 établissements. Environ 42 % des établissements produisaient des biens de consommation (produits alimentaires ou métalliques, meubles, etc.), 30 % se concentraient dans la transformation complexe (impression, machines, matériels et appareils électriques, matériel de transport, etc.), alors que 28 %, à la transformation des ressources naturelles (bois, papier, produits minéraux non métalliques et transformation des métaux).

Les revenus découlant des biens fabriqués ont crû de 3,5 G\$ en 2008 à 4,2 G\$ en 2012, soit une progression de 17,2 %. L'Abitibi-Témiscamingue se classe parmi les 6 régions du Québec à avoir rattrapé, voire surpassé en 2012, le volume de ventes manufacturières enregistrées en 2008, soit l'année précédant le ralentissement économique de 2009.

Coup d'oeil sur l'évolution du secteur manufacturier



de la part du manufacturier au PIB régional



des investissements par les manufacturiers en 2015 et 2016



des revenus découlant des livraisons manufacturières entre 2008 et 2012

DES TENDANCES À SURVEILLER

■ L'évolution de l'environnement d'affaires quant à la demande en produits agricoles, forestiers et de minerais, le taux de change du dollar canadien, le cours de l'or et le contexte international d'échanges commerciaux (renouvellement de l'accord sur le bois d'œuvre, négociations entourant le partenariat transpacifique, etc.).

■ L'accès à la ressource comprenant le phénomène de l'accaparement et de financiarisation des terres agricoles, l'accès à long terme à un volume de bois de qualité suffisant pour la poursuite des activités de même que la mise en œuvre d'actions par la Société du Plan Nord pour développer les infrastructures de cet immense territoire.

■ L'adaptation des stratégies, législations ou programmes gouvernementaux visant à consolider les industries et leur compétitivité. Pensons aux programmes de la sécurité du revenu pour les productrices et producteurs agricoles, à une stratégie de développement du secteur agroalimentaire, à des mesures incitatives ou préférentielles (diminution de coûts, allègements réglementaires et administratifs, au Plan fédéral d'infrastructures (aéroports, infrastructures de loisirs, voirie, etc.).

■ Gage de stabilité face à volatilité des marchés, il faudra surveiller les initiatives locales et régionales afin de développer de nouveaux produits à valeur ajoutée, de nouvelles filières minérales (lithium, terres rares, etc.) ou de nouveaux marchés.

Sources :

ISQ, [Profil de la région administrative – Abitibi-Témiscamingue \[en ligne\]](#). Consulté en novembre 2016.

Industrie agricole :

MAPAQ, Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles de FLORA au 31 décembre 2015.

FADQ, [Rapports annuels \[en ligne\]](#). Consulté en août 2016.

Industrie forestière :

Emploi-Québec-Abitibi-Témiscamingue, Banque de données LIC Abitibi-Témiscamingue.

MFFP, [Répertoire des usines de transformation du bois](#), juin 2016.

Statistique Canada, Enquête sur la population active.

Industrie minière :

ISQ, [Bulletin statistique régional – Édition 2016](#), 2016.

Emploi-Québec – Abitibi-Témiscamingue, [Répertoire des établissements d'Emploi-Québec](#).

Industrie de la construction :

Commission de la construction du Québec (CCQ), [Statistiques historiques 2015](#) (et antérieures).

Industrie manufacturière :

Statistique Canada, Enquête sur la population active. MEIE, [Portrait du manufacturier des régions du Québec](#), 2015.

LE SECTEUR DES SERVICES

L'ÉCONOMIE DE SERVICES

À la lumière des données de l'*Enquête sur la population active* de Statistique Canada, 52 400 personnes en emploi sur le marché du travail se concentrent dans le secteur des services pour la période 2013-2015, ce qui représente plus de 7 emplois sur 10.

■ Les services à la consommation englobent principalement le commerce de détail, l'information et la culture, l'hébergement et la restauration ainsi que les services personnels. La période 2013-2015 cumulait, en moyenne, un volume d'emplois s'élevant à 19 200, ce qui représente le quart de la main-d'œuvre régionale. La croissance de ce vaste secteur est relativement modeste comparativement à 2010-2012, avec 1,4 %. Parmi les composantes de ce secteur, celle de l'information, culture et loisirs a particulièrement fait bonne figure.

■ Les services à la production est un secteur économique à forte valeur ajoutée. Il regroupe les services aux entreprises, les services professionnels, le commerce de gros, les finances ainsi que le transport et l'entreposage. Pour la période 2013-2015, près de 14 000 travailleurs évoluaient dans ce secteur, ce qui correspond à 19 % de tous les emplois de la région. La vitalité des secteurs miniers et de la construction ainsi que la reprise des investissements semblent avoir été porteurs pour les services professionnels ainsi que les services aux entreprises.

■ Les services gouvernementaux incluent l'enseignement, la santé et les services sociaux et l'administration publique. En 2013-2015, les services gouvernementaux et parapublics (municipal, provincial et fédéral) dénombraient 19 200 emplois, ce qui représente le quart des emplois de la main-d'œuvre régionale. L'importante croissance de ce secteur entre 2010-2012 et 2013-2015 s'explique principalement en raison des secteurs de la santé et de l'enseignement qui ont fait des gains. ■

Principaux indicateurs économiques

> Abitibi-Témiscamingue, 2011 à 2015

	2011	2012	2013	2014	2015
Produit intérieur brut (\$)¹	6 894 708	6 755 535	6 831 453	6 945 710	n.d.
Variation annuelle (%)	11,5	-2,0	1,1	1,7	n.d.
Revenu disponible par habitant (\$)²	24 887	25 901	26 388	26 461	n.d.
Variation annuelle (%)	6,3	4,1	1,9	0,2	n.d.
Emploi - Ensemble des industries³	71 800	70 200	74 700	74 700	70 600
Variation annuelle(%)	4,7	-2,2	6,4	0,0	-5,5
Secteur de la production de biens	22 600	23 600	20 900	21 100	20 800
Secteur des services	49 200	46 600	53 800	53 600	49 800
Insolvabilité⁴	505	494	542	703	816
Particuliers	486	456	514	681	791
Entreprises	19	38	28	22	25
Ventes de résidences unifamiliales⁵ (agents immobiliers et particuliers)	1 761	1 847	1 668	1 607	1 539
Valeur médiane (\$)	135 000	155 000	160 000	163 000	163 000
Immobilisations totales (M\$)⁶	1 359,3	1 588,6	1 208,8	1 317,2	1 211,8
- Industries du secteur de biens	998,9	1 190,3	894,1	1 022,2	928,0
- Industries des services	360,4	398,3	314,7	295,0	283,8
- Secteur privé	1 007,7	1 270,8	816,6	895,3	815,3
- Secteur public	351,6	317,9	392,2	421,9	396,5
Revenu net des exploitants agricoles (M\$)⁷	7,6	9,4	5,7	5,1	n.d.
Immobilisations forestières (M\$)⁸	15,5	19,8	33,4	25,5	28,0
Exploitation forestière	5,1	10,9	4,3	10,3	5,9
Manufacturier du bois	10,4	8,9	29,1	15,2	22,1
Investissements miniers (k\$)⁹	1 041 615	1 158 588	834 065	753 935	711 724
Livraisons minérales (k\$)¹⁰	1 319 524	1 458 538	1 589 033	1 691 240	1 813 832
Heures totales travaillées sur les chantiers de construction de l'Abitibi-Témiscamingue¹¹	3 053 000	3 634 000	3 396 000	3 377 000	2 572 000
Mises en chantier de constructions neuves¹²	633	329	732	405	338
Livraisons manufacturières (\$)¹³	4 140 508	4 163 037	n.d.	n.d.	n.d.

Sources :

1. 2. 6. 7. 8. 9. 10 et 13. Institut de la statistique du Québec (ISQ), **Profil de la région administrative – Abitibi-Témiscamingue [en ligne]**. Consulté en novembre 2016.

3. Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

4. Bureau du surintendant des faillites, **Rapport sur l'insolvabilité au Canada**, 2016 et versions antérieures.

5. JLR Solutions foncières, *Compilation spéciale*, août 2016. Les statistiques incluent les ventes par l'entremise d'agents immobiliers, entre particuliers et de constructions neuves, mais excluent certaines ventes de la compilation statistique, par exemples, les ventes dont le montant de la transaction est inférieur à 5 000 \$, les ventes de reprise hypothécaire, les ventes de succession.

11 et 12. Commission de la construction du Québec (CCQ), **Statistiques historiques 2015** (et versions antérieures).



L'OBSERVATOIRE
de l'Abitibi-Témiscamingue
RASSEMBLER · COMPRENDRE · DIFFUSER

MISSION

L'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue est un carrefour d'information, notamment statistique, au sujet de l'Abitibi-Témiscamingue. Par le partage des connaissances, il vise une meilleure compréhension des problématiques régionales.

COORDONNÉES

445, boulevard de l'université, bureau F-102.1
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 5E4
T. : 819 762-0971 Sans frais : 1 877 870-8728 poste 2622
observatoire@uqat.ca
OBSERVAT.QC.CA

2 200 abonnements